



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taux

Question écrite n° 89746

## Texte de la question

M. Jean-Marie Morisset \* appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la fiscalité appliquée en France aux dépenses liées aux obsèques. En effet, les professionnels du funéraire, représentés par la confédération des professionnels du funéraire et de la marbrerie (CPFM), se retrouvent pénalisés par les écarts de TVA existant entre les différents États membres de l'Union européenne. Bien que la réglementation européenne stipule que les services fournis par les entreprises de pompes funèbres et de crémation ainsi que la livraison des biens s'y rapportant figurent parmi les prestations susceptibles d'être soumises au taux réduit de TVA par les États membres, la France continue à appliquer un taux de TVA à 19,6 %. Or, la plupart des États membres, comme l'Italie, le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas, le Portugal, la Finlande et la Suède, exonèrent de TVA les produits et les services funéraires, ou bien ils appliquent un taux réduit de TVA (Belgique, Espagne, Grèce, Hongrie et Pologne). Ces écarts de TVA viennent en contradiction avec le principe de non-discrimination entre les ressortissants de l'Union européenne et créent des distorsions de concurrence entre les entreprises de services funéraires en Europe. C'est pourquoi les professionnels du funéraire, qui déplorent non seulement cette distorsion de concurrence au niveau européen, mais également la taxation anormalement élevée de ces dépenses de première nécessité, demandent l'harmonisation du taux de TVA en Europe. Compte tenu de ces éléments, il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement envisage d'appliquer un taux de TVA réduit, conformément à l'annexe H de la 6e directive du Conseil de l'Union européenne du 17 mai 1977 relative à la TVA, afin de répondre aux attentes des professionnels du funéraire.

## Texte de la réponse

L'article L. 2223-19 du code général des collectivités territoriales énumère sept catégories d'opérations relevant du service extérieur des pompes funèbres, qui est une mission de service public, et les distingue des autres activités annexes liées à l'inhumation, qui ne sont généralement pas assurées par des entreprises de pompes funèbres. Les opérations réalisées dans le cadre de cette mission de service public sont imposées à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au lieu du prestataire en application de l'article 9-1 de la sixième directive n° 77/388/CEE du 17 mai 1977. En France, elles relèvent du taux normal, à l'exception des seules prestations de transport de corps réalisées par des prestataires agréés au moyen de véhicules spécialement aménagés, qui relèvent du taux réduit. En premier lieu, les risques de distorsions de concurrence évoqués doivent être largement relativisés : d'une part, si la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 a mis fin au monopole communal sur les pompes funèbres, l'activité n'en demeure pas moins réglementée et les entreprises de ce secteur exerçant cette mission de service public sont soumises à une habilitation délivrée par les préfets ; d'autre part, les prestations de transport de corps sont imposables à l'endroit où s'effectue le transport en fonction des distances parcourues, conformément à l'article 9 de la sixième directive. En deuxième lieu, l'application du taux réduit à l'ensemble des opérations du service extérieur des pompes funèbres, seule envisageable afin de ne pas ajouter à la complexité des règles applicables, aurait un coût budgétaire supérieur à 145 millions d'euros en année pleine. En dernier lieu, l'application du taux réduit à ces prestations, auxquelles il est obligatoirement recouru en cas de décès, n'aurait

pas d'incidence significative sur l'emploi dans le secteur, alors que la politique du Gouvernement consiste précisément, eu égard à leur impact sur les finances publiques, à appliquer le taux réduit de la TVA aux services à la fois intensifs en main-d'oeuvre et pour lesquels la demande est fortement corrélée au niveau des prix, tels que les travaux dans les logements ou les services à la personne.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Marie Morisset](#)

**Circonscription :** Deux-Sèvres (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 89746

**Rubrique :** Tva

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 21 mars 2006, page 2942

**Réponse publiée le :** 18 avril 2006, page 4216